

*Survie, création, devoir patriotique, collaboration ?*  
*Options et attitudes des écrivains pendant la deuxième guerre mondiale –*  
*le cas d’Eugène Ionesco à Vichy*

**Ana-Maria Stan**

L’un des plus intéressants chapitres des relations culturelles franco-roumaines entre 1940 et 1944 est représenté par la présence de deux grandes personnalités culturelles qui ont travaillé dans le cadre de la légation roumaine à Vichy : Eugène Ionesco et Émile Cioran. D’origine roumaine, ils ont adopté et ont été par la suite adoptés par la culture française, devenant après la guerre des figures importantes de la scène intellectuelle française et européenne. La notoriété gagnée par Cioran et Ionesco a attiré l’attention du public sur tout ce qui tenait de leurs biographies, et le problème de leurs sympathies politiques et de leur implication active à côté de régimes politiques d’orientation fasciste n’a pas tardé de devenir une source de controverse tant en France qu’en Roumanie.

Un grand nombre de chercheurs (roumains et français) se sont consacrés à l’étude de la vie et de l’œuvre de Ionesco et Cioran ; ils élaborèrent différentes explications relatives à leurs options pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les disputes furent d’ailleurs alimentées par le fait que ces deux intellectuels, et surtout Émile Cioran, avaient presque systématiquement évité d’expliquer en détail les positions qu’ils avaient adoptées.

Parmi les contributions qui ont analysé ce sujet il faut surtout remarquer celle d’Alexandra Laignel Lavastine, qui a étudié en parallèle la vie et l’œuvre d’Eugène Ionesco, Émile Cioran et Mircea Eliade, réinterprétant les rapports des trois intellectuels avec le phénomène fasciste<sup>1</sup>. D’une manière polémique, elle a essayé de démontrer que le ralliement d’Eliade, Cioran et Ionesco à l’idéologie ou à la politique de droite avait été plus profond qu’on ne le savait.

La théorie d’Alexandra Laignel Lavastine repose sur une investigation minutieuse et se constitue de quelques hypothèses difficiles à négliger. En ce qui concerne Eliade et Cioran, l’auteur français soutient que leur admiration pour le fascisme a significativement dépassé le cadre d’une « simple erreur de jeunesse ». Dans le cas d’Eugène Ionesco, elle s’efforce de démontrer que sa réputation d’homme de gauche était plutôt injustifiée, et qu’en effet Ionesco approuvait certaines idées de droite.

Pour argumenter ces affirmations, Alexandra Laignel Lavastine se sert principalement des œuvres et articles roumains, écrits par Eliade, Cioran et Ionesco, qu’elle analyse avec une certaine finesse. Ensuite elle invoque le fait que les trois écrivains avaient accepté des charges spéciales pendant la deuxième guerre mondiale de la part du gouvernement Antonescu, collaborant donc avec un régime autoritaire et

---

<sup>1</sup> Alexandra Laignel Lavastine – *Cioran, Eliade, Ionesco – l’oubli du fascisme. Trois intellectuels roumains dans la tourmente du siècle*, PUF, Paris, 2002.

allié à l'Axe. L'auteur reproche à tous les trois les positions qu'ils avaient adoptées dans leurs fonctions (Ionesco et Cioran en France, Eliade au Portugal), ainsi que leur futur silence au sujet de ces décennies.

Partiellement fondée, la thèse du chercheur français supporte tout de même certaines critiques. La réception du livre dans la presse littéraire roumaine en dit long là-dessus. Toujours est-il que les circonstances dans lesquelles Ionesco et Cioran avaient travaillé à la légation roumaine de Vichy, ainsi que l'impacte de leur activité valent la peine d'être soumis à une analyse nuancée.

En premier lieu, pour Cioran, ainsi que pour Ionesco plus tard, la fonction reçue représenta à l'époque une possibilité de quitter une Roumanie entrée dans le tourbillon des troubles politiques légionnaires et où les préparatifs de guerre s'intensifiaient.

L'activité d'Eugène Ionesco dans le cadre de la légation roumaine à Vichy a été non seulement assez longue (1942-1944), mais tout aussi variée, avec de multiples attributions, projets et réalisations. Les circonstances de sa nomination à Vichy sont extrêmement intéressantes, puisqu'un grand nombre de facteurs personnels et généraux avaient contribué à la décision de l'écrivain d'accepter à travailler pour les autorités roumaines de l'époque. Les recherches effectuées par Alexandra Laignel Lavastine, appuyées par d'autres preuves et documents, permettent une reconstitution précise de cet épisode de la vie d'Eugène Ionesco. De retour en Roumanie, au printemps 1940, après un séjour à Paris comme boursier du gouvernement français, Eugène Ionesco se sentit menacé par l'évolution de la situation politique dans son pays d'origine. Sa crainte principale était alimentée par la législation antisémite de plus en plus stricte, adoptée sous le régime carliste et renforcée après l'avènement au pouvoir de Ion Antonescu, avec une mention spéciale pour l'intervalle septembre 1940 – janvier 1941, quand les légionnaires partagèrent le pouvoir avec le général roumain. Ionesco, qui avait des origines juives, était effrayé par la perspective de devenir la victime des persécutions antisémites et surtout par la possibilité de perdre son poste dans l'enseignement<sup>2</sup>. A partir de l'été 1940, il fit donc de nombreuses démarches pour revenir en France, mais les événements politiques et militaires européens l'obligèrent de reporter à plusieurs reprises son départ<sup>3</sup>.

Finalement, en été 1942, Eugène Ionesco réussit à être envoyé à la légation roumaine de Vichy. Alexandra Laignel Lavastine critique durement cette option, considérant que c'était une preuve de la collaboration de l'écrivain avec le régime. Le compromis est évident, mais ne peut pas être expliqué exclusivement selon la position du chercheur français. Acceptant de devenir fonctionnaire dans le cadre du service de presse roumain à Vichy, Ionesco ne se ralliait qu'en apparence, formellement, aux valeurs du régime d'Antonescu. Les affirmations de sa fille, Marie France Ionesco, sont édifiantes en ce sens.

---

<sup>2</sup> Pour l'état d'esprit et les réactions d'Eugène Ionesco entre 1940-1941 voir Alexandra Laignel Lavastine – *op. cit.*, pp. 343-346 ; Mihail Sebastian – *Jurnal 1939-1945*, Humanitas, București, 2002, p. 287. Comparant la situation d'Eugène Ionesco avec celle de Cioran, Mihail Sebastian notait les suivants : *Mercredi, le 8 janvier 1941... « Eugène Ionesco, qui vient quelques fois chez moi, se donne beaucoup de peine pour quitter le plus vite le pays, pour s'enfuir. La même panique, la même alarme, la même hâte de quitter le plus vite le pays pour se mettre à l'abri, comme Cioran »*

<sup>3</sup> Pour les nombreuses tentatives du départ de la famille Ionesco voir Alexandra Laignel Lavastine – *op. cit.*, p. 347-348; Eugen Ionescu – *Prezent trecut, trecut prezent*, Humanitas, București, 2002, p 155-156. Sur sa décision d'accepter une mission à Vichy, Ionesco notait avec lucidité avant de quitter le pays « *Je ne peut être obligé d'entrer dans ce jeu que dans ma qualité de fou. .... Je suis obligé d'être fou, mais je joue le jeu consciemment, en prenant en compte toute la situation* ». Apud *ibidem*, p. 234-235.

Pour recevoir un tel poste, Ionesco avait fait appel à toutes ses relations et à tous ses amis qui, bien qu'occupant des fonctions officielles dans certains ministères, désapprouvaient personnellement la politique pro-allemande de Ion Antonescu et avaient cristallisé une résistance efficace contre ce dernier. Ionesco fut nommé à Vichy à l'aide de deux hauts fonctionnaires directement impliqués dans l'établissement des liens avec le camp allié : Picky Pogoneanu, directeur adjoint à la section du chiffre du ministère roumain des Affaires étrangères et cousin d'Eugène Ionesco, et Constantin Vișoianu, diplomate de carrière et membre influent du PNT (Parti National Paysan de Roumanie).

Cependant ce fut Mihai Antonescu à avoir le rôle essentiel dans sa nomination. Voulant protéger au moins une partie des jeunes intellectuels exceptionnels de la Roumanie, le chef de la diplomatie de Bucarest avait décidé de les envoyer en Occident et leur avait cherché des postes adéquats à la formation de chacun. Francophile, Eugène Ionesco fut donc choisi pour aller à Vichy, où le ministère de la Propagande lui offrit le poste d'attaché de presse.

Avant de quitter le pays, il fut convoqué, à côté d'autres nouveaux représentants roumains à l'étranger, au Palais Sturdza, pour recevoir les dernières instructions. Mihai Antonescu tint à présider personnellement cette audience de départ et déclara sans équivoque qu'il s'attendait à ce que les personnes présentes communiquassent à Bucarest exactement ce qu'elles pensaient, sans tenir compte de l'orientation officielle de la politique étrangère roumaine<sup>4</sup>.

Venant de la part du numéro deux du régime, un tel conseil équivalait à la reconnaissance implicite du jeu double pratiqué par les autorités de Bucarest et mettait en évidence le vrai rôle destiné aux personnalités culturelles envoyées à l'étranger : promouvoir l'image et les intérêts de la Roumanie, mais surtout défendre ses revendications territoriales, afin de réussir (au moment opportun) à refaire son unité et à rétablir les frontières tracées à Paris en 1919-1920.

En plus, la nomination d'Eugène Ionesco à Vichy intervenait dans un contexte spécial, exactement dans la période où Mihai Antonescu avait décidé d'intensifier les mesures de propagande roumaine en France, fait confirmé par les documents diplomatiques de l'époque. Un rapport du ministre français à Bucarest, Jacques Truelle, daté 28 mai 1942, offrait de possibles explications : « au cours des dernières mois, le Département [ministère des Affaires étrangères français- n.n] a pu se rendre compte du prix qu'attachait le gouvernement roumain à voir les services de presse de la Légation de Roumanie à Vichy jouir d'une liberté d'action momentanément entravée, à la suite de l'affaire Nègre<sup>\*\*\*</sup>. D'autre part, je sais que le gouvernement roumain, estimant insuffisante l'action que peuvent poursuivre ses services en zone libre, a décidé d'envoyer un certain nombre d'agents à Paris, où ils auront pour principale tâche, non seulement de défendre la cause roumaine et de chercher à

---

<sup>4</sup> Pour les circonstances de cette nomination voir l'explication donnée par sa fille, Marie France Ionesco, dans Marie France Ionesco – *Portretul scriitorului în secol. Eugène Ionesco 1909-1994*, Humanitas, Bucarest, 2003, pp. 113-115.

<sup>\*\*\*</sup> En juillet 1941 le journaliste français Maurice Nègre, en poste à Bucarest, a été arrêté par les autorités roumaines sous l'accusation d'espionnage en faveur des Anglais. Il fut jugé et condamné à 1as de travaux forcés. En dépit des efforts faits par la légation française pour obtenir sa libération ou ensuite un meilleur régime de détention, les Roumains ne cédèrent pas. Par conséquent, à partir de novembre 1941 le gouvernement de Vichy décida d'interdire l'apparition de tout article ou analyse au sujet de la Roumanie dans la presse française. La situation dura jusqu'en avril 1942, quand finalement Ion Antonescu accepta d'amnistier Maurice Nègre, qui réussit à rentrer en France.

intéresser nos compatriotes et en particulier divers milieux littéraires, aux manifestations artistiques ou intellectuels de leur pays, mais surtout d'y contrebattre d'une manière officieuse l'influence magyare. »<sup>5</sup> Les autorités de Bucarest misaient donc sur l'utilisation intensive des «armes culturelles» afin de sensibiliser l'opinion publique et les responsables politiques du Hexagone en ce qui concernait les problèmes roumains, et plus particulièrement le problème transylvain.

La Légation française en Roumanie regardait assez favorablement la nouvelle stratégie d'action préconisée par l'exécutif de Ion Antonescu. Truelle accentuait toutefois qu'une telle politique englobait quelques inconvénients de taille pour la position de la France en Europe centrale et orientale et conseillait Vichy de réagir avec prudence, afin d'attribuer à cette initiative roumaine un caractère mutuellement avantageux : « Je ne vois aucune objection à ce que ces agents s'efforcent de mettre à exécution la première partie de ce programme, s'il doit entraîner une contrepartie en Roumanie pour le maintien de notre influence intellectuelle et artistique qui, comme je l'ai souvent observé, y demeure prépondérante, en dépit des circonstances. Mais, sa seconde partie me semble entraîner de sérieux inconvénients tout au moins en France libre s'il aboutit à créer dans notre presse une sorte de tribune où seraient mises en question de manière plus ou moins indirecte, les rivalités hungaro-roumaines »<sup>6</sup>.

Le ministre française à Bucarest se prononçait donc pour le maintien d'une attitude de parfaite neutralité de la France dans le conflit territorial entre Bucarest et Budapest, qui était une « question particulièrement épineuse ». Truelle soulignait que sous aucune forme les autorités françaises ne devaient donner à la Roumanie l'impression que la Hongrie jouait en France des sympathies particulières ou que le gouvernement de Vichy ait une attitude de partialité envers ce pays. Il conseillait avec insistance que la Roumanie soit ménagée, car le gouvernement roumain: « même s'il ne peut le manifester ouvertement, continue à attacher une très grande importance à notre pays [la France- n.n.] et à y garder des amitiés sur lesquelles il compte presque aveuglement à l'heure où elles pourraient se faire entendre, mieux qu'aujourd'hui, en sa faveur ».<sup>7</sup>

Le diplomate français exprimait donc son accord pour que le service de presse de la Légation roumaine à Vichy fut autorisé à accroître son activité, mais uniquement sous un contrôle strict. Truelle sollicita également à ses supérieurs de Vichy d'avertir la partie roumaine de la nécessité d'avoir à l'avenir une attitude plus bienveillante à l'égard du régime français<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Rapport no. 140, envoyé à Vichy par la légation de France à Bucarest, 28 mai 1942, signé Truelle, A.M.A.E France, Nantes, Fond Bucarest ambassade, doss. 12, f. sans numéro.

<sup>6</sup> *Ibidem*.

<sup>7</sup> *Ibidem*.

<sup>8</sup> Truelle comparait les modalités dont on présentait les réalités françaises dans la presse hongroise, qui se montrait au total „plus objective et nuancée en ce qui concerne la France” et le style dont les mêmes problèmes étaient reflétés à Bucarest. Il montra que dans les journaux de Roumanie la publication des informations en provenance des agences de presse françaises était constamment bloquée, et le public roumain ne pouvait avoir qu' „une impression absolument tendancieuse sur les événements de France”. Par conséquent, il suggérait à ses supérieurs d'avertir le chef du service de presse de la légation roumaine, Ion Dragu, de ces différences et, en usant des rivalités entre Hongrie et Roumanie, de demander que les media roumains adoptent le même ligne de conduite que ceux hongrois. D'après Truelle, c'était une concession indispensable que le gouvernement roumain devait faire en échange de la permission des autorités de Vichy pour une augmentation du nombre des agents de presse et de propagande romains en France. *Ibidem*.

Par conséquent, le rôle d'Eugène Ionesco dans le cadre de la légation roumaine à Vichy fut motivé, à notre avis, plutôt par le patriotisme et le désir de contribuer selon ses possibilités à faire connaître son pays à l'étranger que par quelque sympathie pour le régime de droite d'Antonescu.

En effet, aussi longtemps qu'il fit partie de la mission diplomatique roumaine en France, Eugène Ionesco se préoccupa surtout de promouvoir les valeurs culturelles roumaines dans ce pays, et essaya d'éviter dans la mesure du possible de prendre une position explicite envers les questions politiques. Parmi les autres membres de la légation roumaine à Vichy, Ionesco faisait d'ailleurs une figure singulière, ses intérêts étant presque exclusivement axés sur les problèmes littéraires et artistiques. Il s'intégra assez difficilement dans le groupe de ses collègues, ce qui accentua sa conduite réservée et le détermina à se concentrer avec plus d'attention sur les tâches spécifiques de sa mission. Eugène Ionesco a d'ailleurs décrit, avec sa réputée franchise, dans une lettre à Tudor Vianu, les impressions défavorables que lui avaient laissé les fonctionnaires de la Légation roumaine de Vichy. Il n'hésita pas à caractériser tout le monde comme « des ignorants, des imbéciles et des envieux », déplorant leur ignorance en matière de culture et leur incompétence professionnelle. Ses collaborateurs directs du service de presse, y compris son chef – le journaliste Ion Dragu – étaient perçus comme des « bêtes odieuses, des pâles ratés » et il jugeait le ministre Dinu Hiott de « type sinistre »<sup>9</sup>. Les seuls mérites que Ionesco reconnaissait à ses collègues étaient la francophilie et l'antigermanisme, y compris en ce qui concernait Hiott. En dépit des exagérations évidentes contenues dans ces images pleines de fiel, l'atmosphère délicate que Ionesco a trouvée à la Légation roumaine de Vichy ne fit que lui offrir une raison de plus pour s'impliquer avec passion dans diverses projets culturels et laisser donc de côté tout problème politique.

Après une période d'adaptation, le nouvel attaché de presse se lança vraiment en une activité intense. Les documents qu'Eugène Ionesco expédia à Bucarest pendant les premiers mois passés à Vichy en font la preuve. Entre août et novembre 1942, il élaborait de nombreuses propositions destinées à améliorer la présence culturelle roumaine en France.

Le premier pas fut d'évaluer la manière dont le spécifique roumain était reflété dans l'espace français. Ionesco n'hésita pas à critiquer les œuvres littéraires des écrivains français plus ou moins renommés, critiquant la façon dont ils présentaient la Roumanie et soulignant qu'il fallait à tout prix dépasser ces clichés : « ce qui est significatif et désagréable est le fait qu'en France le caractère local roumain, l'essence du roumanisme semble être encore ce ... pittoresque, ce romanesque de mauvais goût : depuis ce lamentable livre et film *Roumanie terre d'amour* par Peytavi de Faugères et même *Bucarest* par Paul Morand, il paraît que l'esprit de compréhension de beaucoup de Français pour la Roumanie n'a pas trop évolué ». C'était la raison pour laquelle Ionesco proposa l'amélioration de l'image de la Roumanie à travers une politique éditoriale moderne et par des contacts au niveau universitaire : « Pour remédier à cette fausse compréhension de la Roumanie nous ne pouvons pas suffisamment insister sur la nécessité d'intensifier les relations intellectuelles, de publier des traductions de nos écrivains et romanciers les plus importants qui reflètent, dans leurs œuvres, la réalité authentique et profonde du roumanisme ». Il fallait donc faire connaître rigoureusement le pays, au-delà des clichés, à travers « l'approfondissement des

---

<sup>9</sup> *Scrisori către Tudor Vianu*, vol II (1936-1947), ediție îngrijită de Maria Alexandrescu-Vianu și Vlad Alexandrescu, Minerva, București, 1994, p. 277-279.

relations intellectuelles », et en ce sens « il était utile non seulement de présenter les créations artistiques roumaines mais surtout d'intéresser les écrivains français à la Roumanie : les échanges de conférenciers et d'intellectuels sont des choses nécessaires ; pour l'instant, la parution d'une revue d'études franco-roumaines (avec des collaborations françaises et roumaines), d'une anthologie de l'essai roumain, de cahiers franco-roumains pourraient constituer les premiers jalons d'une vraie connaissance »<sup>10</sup>.

En vertu de ces priorités, qui configuraient un programme de travail complexe et extrêmement ambitieux, Eugène Ionesco développa une multitude de projets dans lesquels il détailla ses idées. Il s'investit avec toute son énergie dans des actions de propagande culturelle, privilégiant les contacts avec les médias français et ce qu'il considérait comme des « actions personnelles » (organisation d'émissions à la radio, traduction et publication de poésie et de prose etc.)<sup>11</sup>. Nous considérons significatif le fait que ses projets visaient plusieurs directions, prenant en considération tant la variante classique de publication de livres et revues, que l'utilisation d'instruments plus modernes de propagande, tel que le cinéma.

L'une des premières propositions avancées par Eugène Ionesco à ses supérieurs du Ministère de la Propagande concernait la parution d'un numéro spécial de la revue littéraire *Cahiers du Sud* de Marseille, consacré à la culture roumaine. Cette publication deviendra par la suite un espace privilégié de contact entre Ionesco et l'élite culturelle française, où il réussit à lier d'amitiés solides avec la plupart des membres du comité de rédaction<sup>12</sup>.

D'ailleurs, Eugène Ionesco avait très attentivement choisi les *Cahiers du Sud* pour soutenir la propagande culturelle roumaine en France.

Les critères qui ont été à la base de son option furent le caractère « sérieux » de la revue, qui paraissait sans interruption depuis presque 30 ans, ainsi que sa notoriété incontestable au sein des lecteurs. Un autre atout important était que cette publication faisait partie des quelques périodiques culturels français qui avaient conservé une relative autonomie par rapport au pouvoir politique, évitant autant que possible de soutenir les conceptions intellectuelles et idéologiques lancées par les facteurs de décision de Vichy. De façon indirecte, donc, Eugène Ionesco resta fidèle à sa décision de s'impliquer le moins possible dans les débats politiques de l'époque, se réfugiant en revanche dans la littérature<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> *Referat despre două cărți inspirate de România*, no. 732, le 22 novembre 1942, signé par Eugène Ionesco, Archives Nationales Historiques Centrales Bucarest (par la suite, A.N.I.C. Bucarest), Fonds du Ministère de la Propagande, doss. 908, f. 125-127.

<sup>11</sup> Apud Alexandra Laignel Lavastine – op. cit., pp. 352-353. Le chercheur français a repris la division qu'Eugène Ionesco avait faite à ses tâches de Vichy dans sa fiche synthétique d'activité pour la période décembre 1943-janvier 1944.

<sup>12</sup> Voir en ce sens le témoignage de sa fille Marie France Ionesco dans Marie France Ionesco – op. cit., p. 106. Parmi les amis d'Eugène Ionesco aux *Cahiers du Sud* il faut mentionner : le directeur de la revue – Jean Ballard ; le rédacteur en chef – Léon Gabriel Gros, critique littéraire ; le poète Jean Tortel etc. Ce sont d'ailleurs les premières personnes qu'Eugène Ionesco avait contactées aux *Cahiers du Sud*. Voir A.N.I.C. Bucarest, Fond du Ministère de la Propagande Nationale, doss. 1294, f. 72.

<sup>13</sup> A côté de *Cahiers du Sud*, la plupart des revues et journaux qu'Eugène Ionesco contacta pour faire de la propagande en faveur de la culture roumaine faisaient partie des publications culturelles qui n'acceptèrent pas d'entrer dans la collaboration directe avec le régime de Vichy. Parmi les titres sélectionnés par l'écrivain roumain se remarquèrent les revues *Confluences*, *Poésie*, l'hebdomadaire *Combat*, le périodique *Le Journal des débats*. Sur ce point, Alexandra Laignel Lavastine fit une bonne analyse et apprécia les options d'Eugène Ionesco à leur vraie valeur. Voir Alexandra Laignel Lavastine – op. cit., p. 353-354.

Cependant l'argument le plus solide dans son choix fut le fait que le spécifique de la culture roumaine s'accordait à la politique éditoriale promue par les *Cahiers du Sud* : « ...la publication... se considère être la représentante d'un esprit méditerranéen différent de l'esprit français du nord ou du centre. Ces *Cahiers* opposent à la mentalité rationaliste, occidentaliste, classicisante française un esprit néo-romantique apolitique, avec des penchants mystiques, intéressé par les religions orientales.... Les rédacteurs de la revue *Cahiers du Sud* s'intéressent à 'l'humanisme roumain' et à la 'littérature roumaine' dont l'esprit était, à leur avis, proche du leur »<sup>14</sup>. La revue littéraire de Marseille réunissait toutes les conditions nécessaires pour promouvoir avec succès la culture roumaine dans l'espace francophone. Il fallait toutefois trouver la formule la plus efficace afin de capter l'intérêt du public français pour les créations artistiques venant de Roumanie.

Eugène Ionesco avait esquissé un projet intéressant pour réussir une bonne présentation des valeurs culturelles roumaines, dans les pages des *Cahiers du Sud*. Dans le rapport adressé aux autorités de Bucarest il présenta en détail ses conceptions. Ionesco préconisait que le numéro spécial dédié aux « problèmes de la culture et de la littérature roumaine (et qui ne pourrait pas avoir un caractère politique) » eût environ 250 pages et fût publié en février ou mars 1943. 20 intellectuels devaient collaborer à son élaboration et rédiger des articles sur différents thèmes relatifs à la Roumanie. Eugène Ionesco proposait que 12 d'entre eux fussent « des personnalités ou des hommes de talents roumains », qui devaient écrire « 2 études de *présentation* objective de l'esprit roumain, manifesté dans la culture ». Exigeant, comme d'habitude, il avança aussi une liste possible d'auteurs, choisissant les représentants les plus importants de la vie intellectuelle roumaine de son temps : G. Brătianu, Șerban Cioculescu, Nichifor Crainic etc., indiquant aussi les sujets susceptibles d'intéresser les Français<sup>15</sup>. Outre ces recherches, Eugène Ionesco voulait qu'un grand espace, d'environ 60-70 pages, fût consacré « aux traductions des poètes roumains *contemporains* : Arghezi, Barbu, Blaga, Vinea, Bacovia, Pillat et d'autres, plus jeunes : Eugène Jebeleanu, Emil Botta, Stelaru, Radu Gyr, N. Crevedia, ainsi qu'aux traductions des prosateurs roumains récents et des essayistes »<sup>16</sup>. Une pléiade tout

---

<sup>14</sup> *Referat despre publicarea proiectată a unui număr special despre cultura românească al revistei franceze Cahiers du Sud*, no. 576, Vichy, le 13 septembre 1942, signé par Eugène Ionesco, A.N.I.C. Bucarest, Fonds du Ministère de la Propagande Nationale, doss. 1294, f. 72-73.

<sup>15</sup> *Ibidem*, f. 74-75. La liste exhaustive des propos d'Eugène Ionesco était la suivante: Gh. Brătianu – qui aurait fait une présentation du peuple et du phénomène historique roumain; Ion Petrovici – qui devrait écrire sur la pensée roumaine, Alexandru Marcu, Al. Bădăuță et Basil Munteanu – qui allaient faire des études sur les rapports culturels roumano-français et leurs influences en littérature; Nichifor Crainic – sollicité pour un article de présentation de l'orthodoxie roumaine; Tudor Vianu ou Ion Pillat – qui devaient expliquer le symbolisme roumain (le mouvement des revues *Literatorul*, *Vieața nouă*); Șerban Cioculescu – qui allait élaborer soit une présentation synthétique de la littérature roumaine contemporaine et des courants littéraires de l'époque, soit un étude sur I.L. Caragiale dans le complexe culturel roumain; Pompiliu Constantinescu – sollicité à écrire sur l'histoire des courants culturels roumains et les critiques littéraire qui les ont représenté ou dirigés, Ovidiu Papadima – qui devait présenter le folklore roumain et la vision roumaine du monde; Mircea Vulcănescu – qui allait participer avec un étude sur Ion Creangă et finalement Camil Petrescu ou Tudor Vianu ou Pius Servien allaient faire une présentation de Mihai Eminescu. A cette énumération impressionnante, Eugène Ionesco ajoutait une autre proposition, soulignant qu'il fallait aussi dédier un essai à la « jeune génération littéraire » de Roumanie, rédigé soit par Mircea Eliade, soit par Petru Comarnescu ou même par Constantin Noica.

<sup>16</sup> *Ibidem*.

aussi prestigieuse d'auteurs français devait signer le reste des articles, dont Louis Gillet de l'Académie Française et Paul Hazard.

Étant donné que la période de préparation de tout le projet pouvait être longue, Eugène Ionesco suggéra que, jusqu'à sa réalisation, la propagande culturelle roumaine ne fût pas interrompue. Il insista à ce but sur la nécessité de publier dans différents périodiques français, avant la parution du numéro spécial des *Cahiers du Sud*, de nombreuses traductions de prose et poésie et même un essai bien documenté sur « la jeune génération de poètes roumains ». Par conséquent, il sollicita à ses supérieurs du Ministère de la Propagande Nationale d'envoyer à Vichy les créations littéraires roumaines les plus importantes, tant des écrivains classiques que des auteurs appartenant aux nouvelles générations. De nouveau, Ionesco choisit avec beaucoup de soin chaque ouvrage, utilisant le critère de la valeur esthétique pour départager les titres de chaque auteur. Il demanda également aux autorités de Bucarest de faire envoyer à la légation roumaine de Vichy toutes les apparitions des Editions des Fondations Royales (*Editura Fundatiilor Regale*). Ces livres auraient eu des destinations multiples : outre leur utilisation dans le travail de traduction préconisé, Eugène Ionesco envisageait la possibilité de l'organisation ultérieure d'une exposition de livres roumains en France, à partir de ces volumes<sup>17</sup>.

Bien que les circonstances politiques, les problèmes financiers et d'organisation aient empêché la réalisation du numéro projeté des *Cahiers du Sud*, une partie des idées d'Eugène Ionesco fut mise en pratique. Dans sa qualité d'attaché de presse et ensuite de secrétaire culturel, il réussit à traduire et à publier à son nom ou sous pseudonyme des fragments de l'œuvre de différents poètes et prosateurs roumains dans les périodiques littéraires du sud de la France : *Confluences*, *Poésie*, *Pyrénées*, *Demain*, *Journal des débats*, ainsi que d'autres articles relatifs à son pays<sup>18</sup>. C'était, incontestablement, un succès pour la Roumanie, mais Eugène Ionesco considérait qu'on pouvait faire encore plus.

Aussi rédigea-t-il quelques rapports afin de convaincre ses supérieurs de la nécessité de publier une revue culturelle roumaine en français<sup>19</sup>. Ionesco était sûr que les avantages pour la propagande roumaine auraient été considérablement plus grands que ceux de l'utilisation exclusive de la presse française. Tout comme il soulignait dans un compte-rendu daté le 2 novembre 1942, l'approfondissement de la connaissance de la Roumanie en France pouvait se réaliser le mieux par des moyens culturels. Une « publication d'études franco-roumaine » financée par Bucarest, à double caractère – scientifique et littéraire –, réalisée avec la collaboration d'historiens, philologues, écrivains roumains et français aurait eu, à l'avis d'Eugène Ionesco, un impacte majeur sur les relations franco-roumaines.

Ionesco attribuait de nouveau à la littérature roumaine « neuve, actuelle » un rôle privilégié dans la revue projetée, car « la contemporanéité des problèmes, des idées, des thèmes pourrait aviver l'intérêt pour les manifestations intellectuelles roumaines » et les milieux culturels français de cette époque se montraient intéressés par l'évolution de la pensée et de l'idéologie roumaine : « d'ailleurs, une des choses

---

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 76-77.

<sup>18</sup> Marie France Ionesco – op. cit., pp. 105-106. Ionesco a assuré même l'existence de quelques collègues écrivains, leur donnant à traduire des textes de la littérature roumaine en français. C'est le cas d'Ilie Voronca. Cf. *ibidem* et Alexandra Laignel Lavastine – op. cit., p. 356.

<sup>19</sup> Eugène Ionesco formula et soutint cette idée pour la première fois dans un rapport du mois d'août 1942, sur lequel nous avons trouvé des mentions documentaires, mais que nous n'avons pu identifier dans les archives consultées.

que les écrivains et les intellectuels français demandent est ‘Qu’est-ce qu’on pense aujourd’hui? Quels sont les problèmes qui se discutent chez vous?’ »<sup>20</sup>

Pleinement conscient de toutes les implications de sa proposition, Eugène Ionesco a analysé chacun de ses points forts et de ses points faibles. Avec des arguments sérieux, il a essayé de démontrer que les avantages de la parution d’une revue roumaine en langue française auraient de loin surclassé les éventuels difficultés.

Un obstacle majeur qui devait être dépassé fut le manque de papier, auquel étaient directement liées les questions du tirage et du nombre des pages de la future publication. La solution, pensait Ionesco, était une importation de papier en provenance soit de la Suisse, soit de Roumanie même.

Mais la plus importante difficulté demeurerait le contrôle très strict appliqué par les autorités de Vichy sur la liberté de la presse : « la fermeté de la censure – qui se conforme à la lettre au consigne de ‘neutralité’ – pourrait ne créer des problèmes au cas où on voulait publier des articles traitant directement la question transylvaine et celle des relations roumano-hongroises ; toutefois, ces sujets pourraient être abordés, mais d’une manière indirecte : présentation des réalités culturelles roumaines en Transylvanie, présentation historique, évocation des réalités folkloriques, etc. »

Pour discuter donc avec succès de ces questions délicates, Ionesco suggérait de faire appel à des noms sonores de l’intellectualité française : « des Français bons connaisseurs de la Roumanie, des écrivains, historiens, géographes (Paul Morand, Lucien Romier, P. Henry, Emmanuel de Martonne, A. Dupront) pourraient – et il serait préférable qu’ils le fassent souvent – en écrire »<sup>21</sup>.

Impliquer ces personnalités qui avaient des fortes attaches professionnelles et d’amitié avec la Roumanie, aurait sans doute été la meilleure façon d’obtenir l’appréciation de la société française relatif aux problèmes territoriaux roumains. Ionesco démontrait donc comment un désavantage apparent pouvait être converti en un atout et comment on pouvait réaliser la promotion intelligente, efficace et durable des valeurs roumaines en intéressant les milieux intellectuels influents de la France à la culture, la civilisation et l’histoire roumaine.

Outre les difficultés mentionnées, l’apparition d’une revue d’études roumaine en France présentait de nombreux avantages, qui auraient justifié tous les efforts. Une telle publication aurait contribué amplement à un rapprochement franco-roumain. Pour réussir cela sans trop d’artifices, certaines règles de base devaient être respectées : « la revue éditée en France (dans le format habituel des magazines français, avec les mêmes caractères typographiques, etc.), dans un contact direct et permanent avec le milieu français n’apparaîtrait pas comme une revue étrangère et surtout une revue de *propagande étrangère*, mais comme une revue ‘d’études franco-roumaines’ d’histoire, de folklore, de philologie et de littérature ; on insiste sur le fait que la revue *ne devrait pas ressembler à une revue de propagande*, c’est à dire une collection de brochures et écrits de propagande, car on a déjà ces types de publications, elles sont excellentes et on les distribue, mais une revue qui ferait la même chose ferait en fait ‘double emploi’ et elle y perdrait de ce fait son intérêt : elle devrait être un organisme vivant et constituer, en réalité, un vif pont de liaison entre les cultures française et roumaine. Une revue ‘étrangère’ aurait été suspectée, ne serait

---

<sup>20</sup> *Raport asupra proiectului unei reviste de cultură românească în Franța*, nr. 712, Vichy, 2 noiembrie 1942, signé par Eugène Ionesco, A.N.I.C. București, Fond Ministerul Propagandei Naționale, dosar 908, f. 97-98.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 98.

pas lue et n'apporterait pas des réels services : elle devrait être, on le répète, une revue de culture d'où, évidemment, le politique ne fut pas exclu, car étant lui-même, comme on le sait bien, partie intégrante du 'style d'une culture' »<sup>22</sup>.

Ces affirmations montrent clairement qu'Eugène Ionesco avait compris les mécanismes du fonctionnement de l'élite intellectuelle française et qu'il essayait de convaincre les autorités de Bucarest quant aux moyens les plus efficaces d'attirer, à long terme, l'attention de celle-ci sur la Roumanie. En conséquence, il insistait sur le style dans lequel allait être rédigée la nouvelle publication, qui devait à tout prix dépasser les formes consacrées du discours roumain concernant le patrimoine national. Le plus important était d'établir un dialogue réel entre les gens de science et de lettres de France et de Roumanie, en laissant de côté les clichés et les lieux communs.

Un autre grand avantage de la publication d'une revue d'études franco-roumains en France aurait été l'existence d'un comité de rédaction mixte, comptant parmi ses membres des Roumains et des Français. Leur sélection aurait du être faite avec le même soin que pour les prochains articles. Ionesco proposa l'emploi d'une personnalité de premier rang pour diriger la rédaction, en recommandant Alphonse Dupront, ancien directeur de l'Institut Culturel Français de Bucarest, pour ce poste.

Ionesco suggérait également que le siège de la rédaction fût établi dans un grand centre universitaire de la zone libre de la France, tels que Lyon ou Marseille. « ...Lieu de rencontre, de réunions, de prises de contact, de vive propagande, de présence concrète », la rédaction aurait attiré l'attention des professeurs et étudiants sur la Roumanie. Outre la publication de la revue, le collectif de rédacteurs aurait pu organiser des conférences, expositions et autres manifestations, réussissant « beaucoup plus naturellement, moins officiellement qu'une légation ou un service de presse », donc d'une manière plus libre et plus attrayante pour la partie française, à promouvoir les intérêts de la Roumanie<sup>23</sup>.

A l'avis d'Eugène Ionesco, le dépassement du cadre strict de l'agence diplomatique roumaine à Vichy ou du service de presse dont il faisait lui-même partie, aurait conféré une plus grande valeur aux actions de propagande roumaine, leur garantissant le succès souhaité par les autorités de Bucarest. C'était, d'ailleurs, le principal avantage que la publication d'une revue de culture roumaine en France pouvait apporter à notre pays : assurer une ambiance informelle, mais de très bonne qualité, pour mettre en lumière les valeurs roumaines.

En dépit de tous les arguments pertinents et malgré le fait que le projet correspondait parfaitement à la ligne politique promue par Mihai Antonescu à partir du printemps 1942, il ne reçut pas les approbations sollicitées. Le demi-échec enregistré ne découragea pas Eugène Ionesco, qui continua à insister sur la nécessité du financement d'un périodique culturel roumain qui parût sur le territoire de l'État français. Après avoir partiellement modifié la formule éditoriale de la publication, Ionesco revint avec un rapport sur le même thème au mois de mai 1943. A ce moment il proposait la fondation « d'une revue de recherches roumaines qui informerait scientifiquement et de manière permanente l'intellectualité française non seulement

---

<sup>22</sup> *Ibidem*, f. 98-99.

<sup>23</sup> *Ibidem*.

sur les vérités roumaines historiques et nationales, mais aussi sur nos réalisations culturelles et spirituelles et sur les valeurs de notre civilisation »<sup>24</sup>.

En plus du discours destiné évidemment à gagner des appuis pour les problèmes territoriaux roumains, il faut remarquer l'effort fait par Eugène Ionesco pour assurer à son pays une position aussi prestigieuse que possible dans les milieux intellectuels français et pour acquérir ainsi la légitimation des créations littéraires, philosophiques et artistiques de Roumanie dans l'espace culturel européen. Malgré sa persévérance et les avantages incontestables qui auraient pu être obtenues ainsi pour la culture roumaine, l'édition d'une revue franco-roumaine ne se matérialisa pas. L'idée mérite toutefois notre appréciation, à cote des autres projets éditoriaux d'Eugène Ionesco, car ils indiquent comment on aurait pu promouvoir les intérêts de la Roumanie en France en utilisant la presse culturelle de ce pays.

Conscient de l'impact et l'influence que le radio et la cinématographie pourraient avoir sur le public, Eugène Ionesco n'hésita pas à élaborer aussi des plans d'utilisation de ces médias pour la promotion de l'image de la Roumanie. Il se préoccupa de la possibilité de diffusion de films et documentaires roumains dans l'espace français et sonda le terrain en ce sens, prenant contact avec un représentant de la société cinématographique *France-Actualités*. Vu le fait que les Français s'étaient déclarés intéressés à distribuer des pellicules avec des sujets relatifs à la Roumanie, s'offrant à en réaliser même la version française, Eugène Ionesco esquissa un possible programme de présentation dans le sud de la France.

Il suggérait d'abord l'organisation dans un cinématographe de Vichy d'une projection spéciale. Cette manifestation devait être destinée en exclusivité aux autorités, aux journalistes et à d'autres personnalités françaises de la vie publique. Ensuite, les films roumains auraient été distribués dans dix des principales villes de France. Puisque le service culturel roumain n'avait pas suffisamment de rouleaux, Eugène Ionesco sollicita à Bucarest d'en envoyer encore quelques-uns, particulièrement ceux consacrés à des régions ethnographiques pittoresques – comme, par exemple, la Bucovine<sup>25</sup>. Tout comme dans le cas des projets de publication de revues, Eugène Ionesco avançait à ses chefs une proposition bien fondée et avec des chances de succès, attendant l'approbation finale pour en démarrer la mise en pratique. Il évaluait même les frais nécessaires à toute cette manifestation et montrait

---

<sup>24</sup> Apud Alexandra Laignel Lavastine – op.cit., p. 355. L'auteur cite le rapport no. 999 du 1<sup>er</sup> mai 1943, des archives du ministère roumain des Affaires étrangères, sans préciser le fonds, le dossier ou la feuille utilisés. Sur la base de ce fragment elle accuse Ionesco d'écrire dans le style d'Eliade et de soutenir des thèses ethno-nationalistes, fait compromettant.

Nous pouvons, naturellement, discuter du style de la citation susmentionnée, mais à notre avis il est plus édifiant par le projet présenté que par le langage utilisé, typique pour la période 1939-1945, lorsque la promotion de l'image d'un pays se faisait principalement par des clichés de ce genre, qui accentuaient l'élément ethnique et le spécifique national, avec le but déclaré d'obtenir le retour de certains territoires redistribués sous la pression du facteur militaire à leur *statu quo* antérieur au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale.

<sup>25</sup> *Referat pentru prezentarea unor filme române și documentare în Franța (zona neocupată)*, no. 724, le 21 novembre 1942, signé par Eugène Ionesco, A.N.I.C. Bucarest, Fond du Ministère de la Propagande Nationale, doss. 908, f. 114-115. Il est intéressant de remarquer que, bien que la date de la rédaction du rapport fût ultérieure à l'occupation totale du territoire français par les armées nazies (événement qui eut lieu le 11 novembre 1942), Ionesco continuait à parler de la France méridionale comme de la « zone non-occupée ». C'était, à notre avis, une référence involontaire de sa part, destinée surtout à délimiter l'espace de son activité.

que les projections des films pouvaient s'accompagner parfois de conférences<sup>26</sup>, afin de susciter un plus grand intérêt de la part du public.

De nouveau, l'évolution des événements empêcha la réalisation de ce projet esquissé à la fin du mois de novembre 1942, mais par la suite Ionesco coordonna d'autres « actions de propagande cinématographique » de succès et réussit à organiser quelques émissions radiophoniques sur la culture roumaine<sup>27</sup>.

En contraste avec la multitude de projets esquissés dans les premiers mois de sa mission à Vichy, entre 1943-1944 l'activité d'Eugène Ionesco eut un rythme plus calme. Son ardeur initiale fut remplacée par une certaine routine, tout en continuant de faire consciencieusement une propagande culturelle en faveur de la Roumanie. Néanmoins, le ton de ses rapports officiels devint plus modéré, et sa correspondance privée avec Tudor Vianu reflète la distanciation survenue entre ses conceptions personnelles et les tâches qu'il devait accomplir, auxquelles il ne croyait pas et qu'il n'exécutait plus avec le même enthousiasme qu'au début.

Il regrettait de n'avoir pas réussi, en dépit de tous ses efforts, à faire tout ce qu'il avait eu l'intention de réaliser pour promouvoir les valeurs artistiques et culturelles roumaines en France. Dans une de ses lettres, Ionesco mentionnait que malgré le caractère sérieux de nombreuses propositions qu'il avait élaborées, un petit nombre seulement fut mis en place : « j'ai pu à peine placer, ci et là, pendant deux ans, quelques poèmes de Tudor Arghezi ou Lucian Blaga »<sup>28</sup>.

Déçu, il attribuait ses échecs non seulement à des facteurs objectifs, aux difficultés politiques, financières et d'organisation auxquelles tant la France que la Roumanie se heurtaient à ce moment-là, qu'au peu d'appui que les responsables du ministère roumain de la Propagande avaient offert à ses projets. De sorte qu'il se demandait, à la fin de 1943, si, par hasard, la culture roumaine même ne refusait pas de se synchroniser avec les grandes cultures universelles<sup>29</sup>.

Au-delà de ces doutes passagers (qui nous laissent entrevoir la verve amère de ses pamphlets), Eugène Ionesco ne cessa pas de proposer aux périodiques littéraires du sud de la France des créations appartenant à des auteurs roumains. Il travailla pendant la seconde moitié de 1943 à un numéro spécial de la revue *Pyrénées*, dédié à la littérature roumaine<sup>30</sup>, et le 26 avril 1944 il envoya à Bucarest un rapport dans lequel il précisait qu'il soignait la parution d'une nouvelle série de traductions des poésies d'Arghezi dans les *Cahiers du Sud*<sup>31</sup>. Toujours pour les *Cahiers du Sud* Ionesco reprit au début de 1944 l'idée d'un numéro spécial dédié à la Roumanie. Cette fois-ci, l'accent aurait été mis sur la présentation de la nouvelle génération littéraire

---

<sup>26</sup> Ibidem. Ionesco estimait les frais de tout le projet à environ 35.000 francs français, montant considérable, mais qui aurait pu être partiellement récupéré des représentations effectuées dans les cinématographes des villes françaises.

<sup>27</sup> Alexandra Laignel Lavastine – op. cit., p. 352.

<sup>28</sup> Lettres à Tudor Vianu, p. 277.

<sup>29</sup> „J'ai l'impression, en lisant de nouveau Blaga, Eliade etc. que ce sera toujours comme cela chez nous : une volonté sauvage de se séparer de l'universel, une hostilité irréductible envers l'Occident, une nouvelle mythologie balkanique. Rien de plus. Une province. Incapable d'adhérer aux grandes unités. L'influence française s'est avérée tellement superficielle !” écrivait Ionesco le 23 décembre 1943 à Tudor Vianu (*Lettres à Tudor Vianu*). Ce fragment est cité aussi par Alexandra Laignel Lavastine – op. cit., pp. 360-361.

<sup>30</sup> Marie France Ionesco – op. cit., p. 106 ; Alexandra Laignel Lavastine – op. cit., p. 360.

<sup>31</sup> *Referat pentru înaintarea unor traduceri din poezia nouă românească*, no. 1656, Vichy, le 26 avril 1944, signé par Eugène Ionesco, A.N.I.C. Bucarest, Fonds du Ministère de la Propagande Nationale, doss. 1381, f. 88.

roumaine, principalement sur ses deux courants majeurs : d'une part, moderniste, occidentalisant et, d'autre part, mystique, populiste et anti-occidental<sup>32</sup>.

Un autre projet intéressant, dans lequel Eugène Ionesco s'impliqua vers la moitié de 1943, concernait la publication d'une anthologie de poésie roumaine bilingue, en français et en roumain. Dans un rapport de juin 1943, il disait avoir contacté l'éditeur Jean Vignaud, ancien directeur général de la maison d'édition parisienne Grasset, qui avait l'intention de publier « des textes bilingues de la littérature des pays latins ». C'était une occasion spéciale pour la Roumanie, qui pouvait offrir à l'attention du public français une partie des créations littéraires des auteurs roumains.

Fidèle à ses opinions, Ionesco avertit les autorités de Bucarest que les textes les plus adaptés pour un tel ouvrage n'étaient pas ceux en prose, mais des sélections « de la poésie moderne roumaine et de la poésie folklorique ». Tandis que la traduction de grands poètes comme Alecsandri ou Eminescu présentait des difficultés importantes de style et de technique poétique, des traductions des œuvres des poètes plus jeunes auraient été « plus accessible(s) » et en même temps, « plus proches de la sensibilité d'aujourd'hui ». Ionesco indiquait qu'il avait déjà commencé, à l'aide d'une petite équipe des jeunes poètes français, « qui revoient le texte ou l'adaptent » à préparer un manuscrit, les premiers poèmes traduits étant ceux de Lucian Blaga<sup>33</sup>.

Toutefois, pour finir cet ouvrage et pour achever une anthologie de l'essai roumain qui avait depuis longtemps été planifiée par le service de presse de la légation roumaine de Vichy, l'appui des autorités de Bucarest était indispensable. Ionesco sollicita donc le Ministère roumain de la Propagande de lui envoyer une série d'œuvres littéraires, parmi lesquelles se distinguaient celle écrites par Arghezi, Ion Barbu, Blaga, ainsi que les synthèses d'histoire littéraire roumaine élaborées par des personnalités comme Garabet Ibrăileanu ou Eugen Lovinescu<sup>34</sup>. Après utilisation, tous ces livres allaient être offerts aux chaires de langue roumaine qui fonctionnaient en France.

Les documents que nous avons consultés ne précisent pas si ces deux anthologies avaient finalement été publiées, mais dans cette discussion nous voulons surtout insister sur l'effort constant d'Eugène Ionesco de promouvoir la culture roumaine dans l'espace français.

Pendant le même été 1943, à la rédaction de la revue *Cahiers du Sud*, on avait organisé une soirée de poésie roumaine où Eugène Ionesco avait lu les traductions de 10 poèmes de Lucian Blaga, 4 poèmes de Tudor Arghezi et de la ballade *Miorița*. Le public, formé en majorité par de jeunes poètes et critiques français, a manifesté un

---

<sup>32</sup> Cf. Alexandra Laignel Lavastine – op. cit., p. 362.

<sup>33</sup> Rapport nr. 1109 envoyé à Bucarest de la légation de la Roumanie à Vichy, 11 juin 1943, signé Eugen Ionescu, A.M.A.E Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France relations avec la Roumanie, doss. 74, f. 76-78.

<sup>34</sup> *Ibidem*. La liste complète des ouvrages demandés par Eugène Ionesco fut la suivante: Arghezi - *Poeziile complete* ou les volumes *Cuvinte potrivite*, *Flori de mucegai*, *Cărticica de seară*; Ion Barbu – *Joc secund*; Lucian Blaga – *Geneza metaforei și sensul culturii*, *Spațiul mioritic*; Nae Ionescu – *Roza vânturilor*; Eugen Lovinescu – *Istoria literaturii române moderne*; Garabet Ibrăileanu – *Spiritul critic în cultura românească*; Mircea Eliade – *Oceanografia, Șantier, Eutanasios*; Emil Cioran – *Pe culmile disperării, Lacrimi și sfinți*; Ovidiu Papadima – *O viziune românească a lumii*; Constatin Noica – *De caelo*; Mihail Ralea – *Artă și valoare*; Tudor Vianu – Ion Barbu; A. Dima – *Zăcămintele folclorice în poezia noastră cultă*; Al. Philippide – *Poezii*; *Antologia poezilor tineri* coordonnée par Zaharia Stancu et *Antologia poezilor români de azi* coordonnée par Ion Pillat et Perpessicius, ainsi qu'une collection de poésies populaires.

grand intérêt, sollicitant Ionesco à lire à quelques reprises le texte roumain originel « pour se rendre compte de la force de la langue », même si aucun d'entre eux ne la comprenait<sup>35</sup>. Le succès de cette réunion démontra que la réceptivité des milieux intellectuels français pour la culture roumaine était assez grande et qu'elle aurait pu être augmentée à l'aide d'une politique culturelle roumaine cohérente. Pourtant, la plupart du temps le contexte politique international, ainsi que les réticences des autorités de Bucarest, n'ont pas permis le maintien des relations culturelle franco-roumaines à l'intensité qu'aurait pu s'établir pendant la période de la deuxième guerre mondiale.

Les problèmes de l'édition de livres et de revues, de la réalisation des traductions et de l'organisation des conférences ont représenté la partie la plus significative de l'activité déroulée par Eugène Ionesco pendant sa mission auprès de la légation roumaine à Vichy. Outre cela, il a été chargé aussi d'autres tâches. Entre 1943-1944, il participa régulièrement à la rédaction des rubriques culturelles du bulletin de presse de la légation, qui paraissait mensuellement et contenait une synthèse des notices sur la Roumanie publiées dans la presse française ainsi que de nombreuses informations sur les manifestations culturelles franco-roumaines organisées dans les deux pays. A cela s'ajoutaient les résumés que Ionesco rédigeait sur l'activité du lectorat de langue roumaine de l'université de Montpellier. Ionesco coordonna également la distribution de brochures et ouvrages de propagande dans les villes du Sud de la France, qu'il visitait d'ailleurs très souvent, surtout à Nice, Montpellier, Marseille et Toulouse.

Dans la dernière partie de sa mission, Eugène Ionesco renonça partiellement à ses démarches exclusivement culturelles pour se consacrer à un autre type de projet.

Il fut contacté par quelques-uns de ses amis, journalistes de Marseille, lesquels, à côté de quelques hommes d'affaires de cette ville, avaient l'intention de créer une chambre de commerce franco-roumaine. Le but déclaré de cet organisme était l'établissement de liens entre différentes industries et maisons de commerce de France et de Roumanie et faciliter la réalisation de quelques échanges commerciaux ainsi que l'organisation d'excursions, d'échanges de conférenciers etc. entre les deux pays et, en même temps, la mise en place d'un centre informatif sur les possibilités des échanges commerciaux et des ressources, industries, firmes roumaines<sup>36</sup>. Dans la vision des Français, cette structure à caractère prépondérant économique aurait concouru non seulement à l'intensification des rapports commerciaux bilatéraux, mais aussi à une meilleure connaissance de la Roumanie en France. Les initiateurs de ce projet avaient d'ailleurs en vue l'intégration de la chambre de commerce franco-roumaine en un réseau plus large. Étant donné qu'à Marseille il y avait déjà deux autres institutions de ce genre (une chambre de commerce franco-espagnole et une autre, franco-portugaise), les Français proposaient la réunion de ces trois chambres en « une vaste chambre de commerce des pays latins et méditerranéens » à laquelle devaient par la suite adhérer une chambre italienne et une autre, grecque. Ensemble, elles auraient aidé à « la concrétisation d'une union des nations secondaires » et même si « ces modestes chambres de commerce n'étaient pas à même de réaliser l'indépendance économique des nations secondaires,..., (elles) pourraient constituer

---

<sup>35</sup> *Ibidem*.

<sup>36</sup> *Raport asupra proiectului constituirii unui comitet pentru strângerea relațiilor economice și culturale franco-române la Marseille*, no. 1508, Vichy, le 2 février 1944, signé par Eugène Ionesco, A.M.A.E. Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France relations avec la Roumanie, doss. 74, f. 238-240.

l'un des nombreux organismes de cette Union latine dont la France, qui devient la première entre les nations de deuxième rang, et à qui reviendrait, en quelque sorte, le commandement de cette union à tous les niveaux, ressent de plus en plus la nécessité »<sup>37</sup>.

Puisque tout ce débat concernant la création de la chambre de commerce se déroulait au début de 1944, c'était facile à comprendre les raisons sous-jacentes qui avaient déterminé les hommes d'affaires de Marseille à élaborer un plan aussi audacieux qu'utopique. A ces moments, la France traversait une crise interne très profonde, du point de vue politique et économique. L'emprise nazie sur le pays s'était intensifiée, et le régime de Vichy agonisait. Tous les niveaux de décision avaient été appropriés par les collaborationnistes les plus durs et le fonctionnement de tout le système étatique était paralysé<sup>38</sup>. Les Alliés avaient débarqué en Italie depuis septembre 1943 et préparaient le débarquement en Normandie. La fin de la guerre se rapprochait à grande vitesse.

Dans ce contexte, l'idée d'une « Union latine », sur des bases économiques, aurait permis tant l'issue partielle de la crise alimentaire et économique, que le redressement du prestige politique d'un pays placé dans une situation extrêmement difficile. C'était une tentative, irréalisable, d'offrir à l'avenir une position influente à la France, lui permettant de s'affirmer comme un facteur important sur la scène européenne, grâce à une « direction » des pays latins. Il faut d'ailleurs remarquer les ressemblances qui existent entre ce projet et celui présenté quelques années auparavant par Mihai Antonescu, président *ad intérim* du Conseil des Ministres et ministre des Affaires étrangères de la Roumanie<sup>39</sup>.

Dans les circonstances complexes des premiers mois de 1944 la réalisation de l'initiative des personnalités de Marseille était malheureusement impossible. L'idée était, tout de même, attrayante et Eugène Ionesco ne tarda pas à la communiquer à son chef direct, Ion Dragu, et par la suite même au ministre Dinu Hiott. Le chef de la légation de Vichy considéra que la fondation d'une chambre de commerce franco-roumaine n'était pas opportune à ce moment.

Étant donné que les diplomates roumains en France connaissaient l'intérêt manifesté par Mihai Antonescu envers les contacts avec les pays latins et vu le fait que les rapports franco-roumains ne pouvaient que se développer à la suite de la création d'une chambre de commerce bilatérale, le projet ne fut pas totalement rejeté. Dinu Hiott et Ion Dragu cherchèrent une nouvelle forme de mise en œuvre de celui-ci et s'arrêtèrent à une solution plus restreinte. Ils donnèrent leur accord pour la création d'un « simple et restreint 'comité franco-roumain' à Marseille », destiné à renforcer les relations économiques et culturelles entre la France et la Roumanie et de publier un bulletin informatif mensuel. Il y avait cependant une condition : sous prétexte de la

---

<sup>37</sup> Ibidem.

<sup>38</sup> Pour la situation de la France au début de 1944 voir entre autres Jean Paul Cointet – *Histoire de Vichy*, Plon, Paris, p. 295-320; Robert O. Paxton – *La France de Vichy*, Seuil, Paris, 1997, p. 366- 371; *La France des années noires*, dos. 2, Seuil (Points), Paris, 2000, p. 399-452.

<sup>39</sup> Pour le projet de Mihai Antonescu, v. *Politica externă a României – dicționar cronologic*, Editura științifică și enciclopedică, Bucarest, 1986, p. 241 ; Aurică Simion – *Preliminarii politico-diplomatice...*, pp. 263-264 ; Andreas Hillgruber – *Hitler, regele Carol și mareșalul Antonescu*, Humanitas, Bucarest, 1994, p. 206, etc.

précarité engendrée par l'évolution de la guerre, les autorités roumaines refusèrent d'apparaître comme impliquées dans la mise en pratique de cette initiative<sup>40</sup>.

Au-delà de ses réticences, Hiott chargea Eugène Ionesco de continuer les négociations avec ses amis français. Suite à des discussions, les principes généraux d'action, satisfaisants pour les deux parties, furent établis. La nouvelle structure devait s'appeler « le Comité d'initiative pour le resserrement des relations économiques et culturelles entre la France et la Roumanie ». Les membres en étaient exclusivement des personnalités françaises (hommes d'affaires, journalistes etc.), M. A. Richardson (grand industriel français, d'origine irlandaise) fut élu président et Henri Massot, secrétaire. Ce comité devait publier mensuellement un bulletin informatif, en 1000 exemplaires, les informations économiques et culturelles étant fournies par le service de presse de la légation roumaine. Pour limiter les frais, le siège de cette association devait être provisoirement établi dans le local de la chambre de commerce franco-espagnole ou dans celle franco-portugaise, chose facilitée par le fait que M. Richardson était aussi le président des deux<sup>41</sup>.

C'est sur ces bases solides que fut officiellement créé, le 18 février 1944, le Comité d'initiative franco-roumain<sup>42</sup>. Les efforts d'Eugène Ionesco étaient donc couronnés de succès, réussissant à contribuer par cette voie aussi à l'amélioration de l'image de la Roumanie. Son rôle dans la mise en place de ce projet ne resta pas d'ailleurs sans écho. Le ministre Dinu Hiott souligna dans son rapport envoyé à Mihai Antonescu que « la région de Marseille se trouvait dans le secteur d'activité de propagande d'Eugène Ionesco », et la participation de celui-ci à cette action avait été décisive<sup>43</sup>.

Même si, de nouveau, les événements politiques n'ont pas permis la complète mise en application de l'initiative *in extremis* de Marseille, cela ne diminue aucunement la valeur de l'implication personnelle d'Eugène Ionesco dans le processus. La création du « Comité d'initiative pour le resserrement des relations économiques et culturelles entre la France et la Roumanie » peut apparaître comme une manière impressionnante d'achever deux ans de carrière diplomatique dans le cadre de la légation de la Roumanie à Vichy.

D'ailleurs, toutes les actions de promotion culturelle de la Roumanie, proposées ou réalisées par Eugène Ionesco, furent très appréciées par les autorités de Bucarest, qui reconnurent vite ses mérites et l'avancèrent en fonction : encadré comme attaché de presse le 1<sup>er</sup> juillet 1942, il devint secrétaire culturel en avril 1943 et secrétaire principal pour des problèmes culturels en juin 1944<sup>44</sup>. Au-delà des échecs et des propositions non-réalisées, les nombreuses initiatives de Ionesco durant son activité dans le cadre de l'agence diplomatique roumaine de Vichy illustrent son implication profonde dans l'activité de propagande qu'on lui avait attribuée. Plusieurs sens peuvent être donnés à une pareille attitude. D'une part, elle témoigne de la valeur humaine et intellectuelle d'Eugène Ionesco, qui a élaboré à plusieurs reprises des

---

<sup>40</sup> *Raport asupra proiectului constituirii unui comitet pentru strângerea relațiilor economice și culturale franco-române la Marseille*, no. 1508, Vichy, le 2 février 1944, signé par Eugène Ionesco, A.M.A.E. Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France relations avec la Roumanie, doss. 74, f. 238-240.

<sup>41</sup> Ibidem.

<sup>42</sup> Rapport no. 1891 de la légation de la Roumanie en France à Mihai Antonescu, le 29 juillet 1944, signé par Dinu Hiott, A.M.A.E. Roumanie, Fonds cit., série cit., doss. cit., f. 353-354.

<sup>43</sup> Ibidem.

<sup>44</sup> Apud Alexandra Laignel Lavastine – op. cit., p. 349.

projets intéressants pour soutenir l'image et les valeurs roumaines à l'étranger. D'autre part, il peut être compris comme une confirmation du caractère beaucoup plus profond du compromis que l'écrivain avait fait en assumant une tâche officielle dans le cadre de l'appareil gouvernemental dirigé par Ion Antonescu, comme le veut d'ailleurs Alexandra Laignel Lavastine. Le fait que Ionesco s'était intensément engagé dans des activités de propagande en faveur de la Roumanie ne peut pas être nié, mais on ne peut pas lui reprocher, à notre avis, d'avoir pris au sérieux ses responsabilités, tant que les preuves documentaires révèlent qu'il s'est exclusivement limité aux problèmes culturels, sans préjudicier personne, et qu'il a soutenu son pays et non pas les conceptions politiques et idéologiques de ses dirigeants.

Il est tout aussi vrai que, durant son séjour en France, Eugène Ionesco connut et fréquenta à la fois des collaborateurs et des opposants du régime de Vichy, des personnalités controversées, etc. Il y eut, incontestablement, des choses sur lesquelles il a hésité de se prononcer, des questions qu'il a refusé de voir ou par rapport auxquelles il n'a pas pris la position la plus correcte du point de vue éthique<sup>45</sup>.

Cependant, dans la perspective des services qu'il a rendus à la Roumanie entre 1942 et 1944, Eugène Ionesco doit être apprécié pour tout ce qu'il a fait dans sa qualité de fonctionnaire diplomatique, ayant des attributions culturelles. Il a réussi à construire des stratégies visant à l'amélioration de l'image d'une culture mineure dans le contexte universel, à l'imposition des créations littéraires, artistiques et scientifiques roumaines à l'étranger.

L'importance de sa contribution à la défense des intérêts du pays fut constamment soulignée dans les rapports du ministre Hiott, qui le considérait comme un collaborateur de premier ordre parmi les membres du service de presse de la légation roumaine à Vichy, soulignant sans réserve ses qualités. La dernière évaluation qu'Eugène Ionesco reçut de la part de Dinu Hiott en est la preuve<sup>46</sup>, confirmant une fois de plus le rôle particulier de l'écrivain roumain dans l'évolution des rapports franco-roumains pendant l'entre-deux-guerres.

Il faut également remarquer que la présence de Ionesco et Cioran dans le cadre du service roumain de presse en France confirme l'importance que les problèmes culturels ont revêtue pour les relations entre Bucarest et Vichy, dans les années troubles 1940-1944.

---

<sup>45</sup> Alexandra Laignel Lavastine reproche à Eugène Ionesco son attitude à l'égard des Juifs roumains de France et son silence relatif à la tentative de sauver Fundoianu. Elle ne comprend pas le refus de Ionesco de reconnaître qu'il était « le secrétaire culturel » qui avait accompagné et aidé Cioran dans ses démarches en vue de la libération de Fundoianu du camp de Drancy. Alexandra Laignel Lavastine – op. cit., pp. 356-359. Marie France Ionesco affirme, en réplique, que ce « secrétaire culturel » n'a pas été son père, puisqu'il n'avait pas des contacts parmi les officiers allemands, mais qu'Eugène Ionesco s'est impliqué dans la sauvegarde des Juifs, contribuant au rapatriement, entre autres, du journaliste et écrivain Lucian Boz. Marie France Ionesco – op. cit., pp. 109-110.

<sup>46</sup> Voilà les termes de la dernière caractérisation faite à Eugène Ionesco : « *Eugène Ionesco – en âge de 34 ans, écrivain, professeur secondaire détaché parmi le personnel du Ministère de la Propagande en juin 1942 et envoyé à Vichy où il a exercé depuis la mission de secrétaire culturel principal (avec diurne). Chargé quelques mois après de la propagande culturelle et de l'action de presse dans le sud de la France, ayant pour résidence Marseille, il a travaillé dans les centres régionaux de Marseille, Nice, Aix, Montpellier, Toulouse, se faisant de bonnes liaisons dans les milieux littéraires, universitaires et dans la presse. Il a réalisé différentes manifestations dans les revues, les journaux, à la radio, des conférences etc. dans le cadre de notre propagande* ». Rapport no. 792, envoyé à Bucarest de la légation de la Roumanie à Vichy, le 4 mars 1944, signé par Hiott, A.M.A.E. Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France relations avec la Roumanie, doss. 74, f. 273-277.

